CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 novembre 2018

L'an deux mille dix-huit et le dix-neuf novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Pierre LYAN, Maire.

Présents : Mr LYAN Pierre, Mr LE FLOCH Christophe, Mr BOUCHET Vincent, Mme Marina SCACHE, Mr Michel NORE, Mme PROLHAC-BARDIN Joëlle, Mme ANDANSON Sylvie, Mr BRUN Hervé, Mr Patrick CHALARD.

Ayant donné pouvoir : Mr Christophe LE FLOCH à Mr Vincent BOUCHET et Mme Adeline CORSI a donné pouvoir à Mme Marina SCACHE.

Excusé : Mr Clément CORSI

Mme Marina SCACHE a été élue secrétaire.

I – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 15 OCTOBRE 2018 :

Le compte-rendu de la séance du 15 octobre 2018 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

II- DELEGATIONS :

- SIAD : CONVENTION DE PORTAGE DE REPAS :
Suite à la dissolution du S.I.A.D. et dans le cadre de la reprise de compétence portage de repas aux communes, il est nécessaire d'organiser les modalités et conditions selon lesquelles le CIAS RLV, service de portage de repas à domicile, interviendra, à compter du 1^{er} janvier 2019, auprès de familles habitant sur les 11 communes suivantes : Artonne, Aubiat, Chaptuzat, Bussières et Pruns, Effiat, Montpensier, Sardon, Saint-Agoulin Saint Genes du Retz, Thuret et Vensat.

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la proposition de convention entre le CIAS RLV et les 11 communes concernées.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de service de portage de repas à domicile entre le CIAS RLV et les 11 communes concernées.
Le Conseil Municipal regrette toutefois que la commune d'Aigueperse (adhérente au SIAD avec les 11 autres communes de l'ancien territoire de la CCNL jusqu'au 31/12/2018) ne conventionnera pas avec le CIAS RLV pour le portage de repas alors que certains de ses habitants pourront continuer à bénéficier du service.

Le prochain conseil syndical est prévu le 4 décembre à Volvic.

- CCPL :
  - RASED : Pierre LYAN fait part au conseil municipal de son intervention par mail auprès de ses collègues maires (ci-dessous) puis lors de la conférence des maires sur les conséquences du reversement aux communes du financement du RASED :

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

Bonjour à tous,

Mes remarques, déjà faites en conseil communautaire, mais que je réitère pour montrer toute l'incongruité de notre décision de juillet.

Je demande qu'on reconsidère notre position, notamment au regard des éléments provenant de l'Inspection de l'Education Nationale.

Je souhaite que nous en discutions lors de la conférence des maires du 21/11.

La communauté de communes Nord Limagne (12 communes dont 9 avec école(s)) a décidé en son temps de prendre à sa charge le coût du Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté (RASED), simplifiant considérablement la gestion que les enseignants spécialisés du RASED faisaient jusqu'alors avec difficultés et peu de résultats malgré l'obligation pour les communes de pourvoir à leur fonctionnement. Cela a permis de lisser le coût des fournitures RASED qui avait été fixé à 1,50 € par élève en école publique maternelle, élémentaire et primaire (1000 élèves sur CCNL, soit 1500€/an). Elle gérait les dépenses de fournitures du RASED à concurrence de cette somme qui pouvait être utilisée sur trois ans pour permettre l'achat de matériel coûteux comme par exemple les tests utilisés par le psychologue scolaire.

Le fait que le conseil communautaire Plaine Limagne du 06/07/18 se soit prononcé pour reverser cette micro compétence aux 12 communes de l'ancienne CCNL à compter du 1^{er} septembre 2018 devient dans la réalité une demande de financement de 9 communes sur les 12 de CCNL + St Clément de Régnat qui est maintenant dans la circonscription EN Riom Limagne et non plus dans celle de Terres Noires.

Cela signifie-t-il que les communes de Bussières et Pruns, Chaptuzat et Sardon, qui n'ont pas d'école, ne sont plus concernées, qu'elles n'envoient aucun élève dans aucune autre des écoles publiques des alentours ?

Et le corolaire serait donc que les communes ayant une école paieraient cette très modeste participation au fonctionnement du RASED qu'elles pourraient toujours, si elles le peuvent, refacturer aux trois communes sans école ?

Quelle incroyable usine à gaz !

1. les membres de la CLECT (et avant eux les techniciens) passent du temps à nous concocter une répartition équitable de la charge à transférer aux communes (1,50 € par élève jusqu'alors), mais seulement à 9 communes sur les 12 de l'ancienne Nord Limagne (est-ce possible réglementairement ?), sur quelle base (potentiel fiscal, moyenne du nombre d'élèves des trois dernières années ? nombre d'élèves suivi par le RASED ? nombre d'heures-élèves-RASED comme le fait la CAF pour les ALSH ? autre ???)
2. les 9 communes se regroupent pour créer un portage artificiel et bienveillant par l'une d'elle, ou un syndicat intercommunal de financement du RASED ? Avec St Clément.
3. l'une d'elle, volontaire, travaille chaque année pour répartir les demandes de financement aux autres communes. Sur quelles bases ? les mêmes que celles de la CLECT ? ou les 9 ayant créé une structure interco, paient des heures de secrétariat pour faire ce job. Avec à chaque fois facturation, inscription en comptabilité...
4. elle gère aussi l'interface RLV et les communes...
5. chaque commune paie à la commune volontaire ou au syndicat son dû. Et re comptabilité...
6. et les membres du RASED attendent, à moins que la commune volontaire et très bienveillante avance ce financement. A moins que ce soit RLV qui l'avance ?
7. Et les élèves en difficultés ?

C'est beau la simplification administrative que nous sommes capables de mettre en place, en nous créant du travail supplémentaire bien inutile, pour faire de manière beaucoup plus complexe ce que nous faisons jusqu'alors très simplement.

D'ailleurs, la demande de Mme l'Inspectrice de simplifier, sécuriser, fluidifier ce financement en passant par les intercommunalités montre parfaitement que le fonctionnement « chaque commune paie son dû » n'a pas montré son efficacité, bref est complexe et donc inefficace.

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

Il est très probable que toutes les circonscriptions de l'éducation nationale demandent ce type de fonctionnement simplifié et rapide qui permet aux membres du RASED de n'avoir qu'un interlocuteur, comme l'école avec sa commune.

RLV propose d'être le porteur principal et donc le collecteur et le financeur du RASED.
Merci.

Nous serions donc les seuls à reverser cette gestion aux communes en pensant que nous avons raison ?

Je demande que nous en reparlions, en éclairant nos propos de la demande de l'Education Nationale, des compétences et procédures réglementaires activées par RLV qui comme CCPL, a différents modes de financement des RASED (au moins quatre RASED sur leur territoire), et en travaillant à la généralisation de cette procédure avec les autres circonscriptions de l'EN de notre territoire, si ce n'est pas déjà fait.

Il est temps qu'une convention de financement soit signée pour que le RASED ait les moyens de fonctionner.

Bien cordialement

○ Téléassistance : CONVENTION TELEASSISTANCE :

Suite à la décision de la Communauté de Communes Plaine Limagne de restituer aux communes le dispositif de téléassistance à compter du 1^{er} janvier 2019, le Conseil Départemental transmet à la commune de Thuret la proposition de convention en matière de téléassistance pour personnes âgées.

Après avoir pris connaissance de la convention et avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

➤ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention téléassistance avec le Conseil Départemental.

○ CONTRAT ENFANCE-JEUNESSE AVEC LA CAF :

Dans le cadre du contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales pour l'Accueil de Loisirs péri et extrascolaire du territoire intercommunal, afin de pouvoir prendre en compte l'intégration de la communauté de communes Limagne Bord d'Allier au CEJ 2015/252, il est nécessaire que le Conseil Municipal autorise le maire à signer l'avenant correspondant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

➤ **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant au contrat Enfance-Jeunesse afin de prendre en compte l'intégration de la communauté de communes Limagne Bord d'Allier au CEJ 2015/252.

III – AVANCEE DES DOSSIERS ET DES COMMISSIONS :

• Pôle Enfance :

○ PROJET BIBLIOTHEQUE EDUCATION NATIONALE :

L'école Marcel BALNY de Thuret souhaite répondre à un appel à projet Bibliothèque proposé par l'Education Nationale et demande le soutien financier de la municipalité, condition indispensable pour valider le dossier.

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

Considérant la dynamique de lecture créée par l'ouverture de la bibliothèque municipale et les actions des bénévoles menées en direction de tous les publics, enfants, adolescents, adultes, personnes âgées,

Considérant l'appui de la commune à la démarche « Lire et faire lire » depuis son lancement,

Considérant la volonté partagée de mettre en place les synergies entre bibliothèque municipale et bibliothèque d'école,

Considérant que la bibliothèque de l'école est aussi utilisée par l'accueil de loisirs périscolaire, y compris dans le cadre du plan mercredi,

Considérant que la BCD de l'école que vous réactivez peut être un outil performant pour les apprentissages et la découverte du plaisir de lire,

Considérant toute l'importance que le conseil municipal accorde à la bibliothèque d'école,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

➤ **DECIDE** de soutenir financièrement le projet bibliothèque de l'Education Nationale en le cofinçant à hauteur de 150 euros.

- Vincent BOUCHET fait le compte-rendu du 1^{er} conseil d'école de l'année scolaire 2018/2019. Les points abordés :
  - Les effectifs à la rentrée : 146 élèves et un risque de baisse à la rentrée suivante due à une grosse promotion de CM2.
  - Les enseignantes très satisfaites du poste d'agent maternel et du plateau école.
  - Aménagement de la cour : crépi de l'enceinte de l'école à réaliser et aménagement sous les arbres (devis élagueur)
  - Sécurité : plans d'évacuation + plans pour les pompiers à finaliser - point sur l'exercice de confinement avec Geneviève.
  - Budget : demande d'un photocopieur couleur.
- Bâtiments communaux : le 12 novembre, les services de l'ADUHME ont présenté au conseil municipal l'étude réalisée sur le profil énergétique des bâtiments communaux. A noter les efforts réalisés sur les dépenses d'énergie avec une économie totale de 10 000 € de 2014 à 2017 et des pistes proposées pour continuer dans cette démarche (exemple : proposition de pause de sondes thermiques dans les bâtiments permettant de mesurer en continue les variations de température).
- Aménagement des villages - AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R. 2019 :

L'étude d'aménagement du bourg engagée conjointement par le conseil départemental et la commune de Thuret en 2017 a été chiffrée par Mme Lise MARCHAL, ingénieure paysagiste chargée de l'étude, pour sa partie du centre bourg.

Cette première tranche est estimée à :

- **263 000 € H.T.** pour la partie place de l'église
- **213 000 € H.T.** pour la partie voirie (RD 210 et RD 211)

Ces travaux d'amélioration et de mise en valeur du centre bourg concernent essentiellement la place de l'église et les rues qui la bordent et peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat au titre de la DETR « Aménagement de bourg et de village ».

Le montant total estimé du projet est de : **476 000 € H.T.**

Le plafond des dépenses subventionnables est de 300 000 €

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

La subvention attendue est de 30 % soit : **90 000 € H.T.**

Au vu des différentes pièces du dossier et après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

➤ **DEMANDE** à Monsieur le Préfet de bien vouloir subventionner ces travaux au titre de la DETR.

➤ **PROPOSE** le plan de financement suivant :

Autofinancement (T.V.A.)	95 200.00 €
Part communale	386 000.00 €
D.E.T.R. 30%	90 000.00 €
Subvention Conseil Régional (demande en attente)	.....
Subvention Conseil Départemental-FIC (demande à venir - date limite 15/3/2019)	.....

TOTAL **571 200.00 € T.T.C.**

➤ **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019.

• Assainissement : la visite de la nouvelle station d'épuration de Chassenet organisée le samedi 10 novembre avec les entreprises et les techniciens concernés a permis aux personnes intéressées de découvrir la filière de traitement des eaux usées retenue. Concernant l'assainissement sur Thuret, toutes les entrées d'eau repérées sur le réseau ont été colmatées sauf une, liée à un branchement individuel, qui reste à réparer (devis des travaux à réaliser en attente). En restant engagé mais sans attendre la réalisation du collecteur rue des Versannes, travaux à programmer d'ici fin 2020, Pierre LYAN demandera prochainement à la Police de l'Eau la levée de l'interdiction à construire.

• Personnel :

○ HEURES COMPLEMENTAIRES PERSONNEL COMMUNAL :

Il est nécessaire d'accorder des heures complémentaires à Madame Aurélie ANDRIEUX réalisées lors des grands ménages de 2017, 1.5 heures, et à l'occasion de la réunion de pré-rentree du personnel de Pôle Enfance le 31/8/2018, 4 heures, soit 5.5 heures au total.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

➤ **AUTORISE** le paiement de 5.5 heures complémentaires pour Mme ANDRIEUX sur la paie du mois de novembre 2018.

➤ **DIT** que les crédits seront prévus aux articles 6411 et 645 du budget 2018.

○ CREATION D'UN POSTE D'ATSEM PRINCIPALE DE 1ERE CLASSE :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Mme RANDON Eliane, actuellement ATSEM principale de 2ème classe, remplit les conditions d'accès au grade d'ATSEM principale de 1ère classe.

Elle propose donc au Conseil Municipal de supprimer le poste d'ATSEM principal de 2ème classe et de créer simultanément un poste d'ATSEM principal de 1ère classe afin de nommer Mme RANDON Eliane sur ce poste à la date du 1^{er} janvier 2019, après l'avis de la CAP en date du 11/10/2018.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

- **DECIDE** la suppression du poste d'ATSEM principal de 2ème classe et la création simultanée du poste d'ATSEM principal de 1ère classe à la date du 1^{er} janvier 2019.

○ CREATION DE DEUX EMPLOIS D'AGENTS RECENSEURS :

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la nécessité de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement 2019 ;

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires ;

Vu le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 19 mars 2018

Mme SCACHE Marina Coordonnatrice auprès de l'INSEE propose au Conseil Municipal :

- La création de deux emplois d'agents recenseurs non titulaires, pour besoin occasionnel, à temps non complet pour le recensement de la population.
- La rémunération est fixée sur la base de l'indice brut 347 au prorata des heures effectuées.
- Les charges sociales sont celles applicables aux agents non titulaires.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** la création de ces 2 postes.
- **DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget 2019.

• Finances :

- Vincent BOUCHET fait un point financier et présente les crédits consommés par opération d'investissement sous forme de graphique.
- SURTAXE D'ASSAINISSEMENT 2019 :

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil qu'ils disposent, pour 2019, de toute liberté pour fixer le montant de la surtaxe d'assainissement revenant à la commune, et rappelle que l'année précédente la redevance d'assainissement se décomposait comme suit :

- abonnement : **10 €** hors T.V.A.
- surtaxe d'assainissement communale hors T.V.A. par m3 : **1.20 €**

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** de fixer le montant de la surtaxe d'assainissement à facturer en 2019 pour le compte de la commune :
  - abonnement : **10 €** hors T.V.A.
  - surtaxe d'assainissement communale hors T.V.A. par m3 : **1.30 €**

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

- SUBVENTION COMMUNALE POUR L'ASSOCIATION SPORTIVE ET LE FOYER SOCIO EDUCATIF DU COLLEGE DIDEROT :

Suite à la dissolution au 31/12/2017 du SICOM du collège Diderot qui participait à l'entretien du complexe sportif mais aussi à l'association sportive et au foyer socio éducatif, ces deux structures ne sont plus aidées financièrement. Par courrier du 16 octobre, les présidents de ces deux associations sollicitent une subvention municipale leur permettant de financer les projets en cours et à venir et permettre aux élèves de continuer de profiter des activités proposées par les équipes éducatives.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **ACCORDE** à l'Association Sportive et au Foyer Socio Educatif du collège Diderot d'Aigueperse une subvention de **288 €**.
- **DIT** que la somme correspondante est prévue au budget.

- VENTE DES C.E.E. :

A la suite d'une demande de certificats d'énergie concernant le dossier relatif à la rénovation du presbytère et la réalisation de la nouvelle mairie – maison des services, le ministère de l'écologie et de la transition énergétique a délivré à la Commune de Thuret, par décision du 11 décembre 2017, des certificats d'économies d'énergie d'un montant de 1 216 070 kilowattheures d'énergie finale économisés dits kWh cumac.

Mis en vente sur le site dédié le 29 octobre 2018, plusieurs offres ont été reçues. Seules deux propositions ont été actualisées ce 19 novembre :

- Green prime
- ACT Commodities BV

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés:

- **CHOISIT** de vendre la totalité de ses certificats à ACT Commodities BV.

Le prix de la transaction est de 0.852 centimes d'euros par kWh cumac soit un prix de vente de 10 360.92 €.

- DECISION MODIFICATIVE :

Des ajustements sur le budget général sont nécessaires :

Budget GENERAL - crédits insuffisants opération 102 (opération COCON 63) :

Article 2128- 104

- 6 100 €

Article 2313-102

+ 6 100 €

Budget GENERAL – crédits insuffisants opération 112 (acquisition Pôle Enfance)

Article 2313-113

- 7 000 €

Article 2051-112

+ 6 000 €

Article 2183-112

+ 1 000 €

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **VOTE** les décisions modificatives présentées par Monsieur le Maire.
- CONVENTION POUR « LIRE ET FAIRE LIRE » :

La Ligue de l'enseignement 63 propose de s'associer à la Commune de Thuret dans le cadre du programme national « Lire et faire lire » afin d'en officialiser les actions à l'école et à la bibliothèque municipale visant à développer le plaisir de la lecture et la solidarité intergénérationnelle chez les enfants par l'intervention de bénévoles seniors.

Cette adhésion comprend une participation financière qui s'élèverait, pour la commune de Thuret dont le nombre de lecteurs se situe dans la tranche de 1 à 3, à la somme de 50 € annuelle.

Après avoir pris connaissance de la convention et avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention pour « Lire et faire lire ».
- **DIT** que le montant de la cotisation de 50 € sera inscrit au budget.

IV – SECHERESSE 2018 : le Conseil Municipal décide de reporter sa décision à sa prochaine séance du 17 décembre afin de rassembler un maximum de dossiers de sinistre pour une éventuelle demande de reconnaissance de catastrophe naturelle.

V – DEMANDE DU CONSEIL MUNICIPAL D'UNE REDUCTION DES FRAIS DE CARBURANTS POUR LES HABITANTS DE LA COMMUNE :

Considérant le projet de loi d'orientation sur les mobilités ;

Considérant la concentration des emplois dans les communes des aires urbaines ;

Considérant l'urgence d'aider aux solutions de financement et d'incitation au recours au covoiturage ;

Considérant l'impasse que revêt la proposition de démultiplier les péages urbains et l'impact financier supplémentaire sur les ménages ruraux ;

Considérant que la hausse répétée des taxes et du baril de pétrole a généré une hausse significative du prix du carburant : +45% ;

Considérant que le prix du gasoil affichait 0,999 € le litre au printemps 2016, et que celui-ci affiche aujourd'hui 1,459 € le litre ;

Considérant que le recours au dispositif d'aide au changement de véhicule n'est pas accessible à tous et ne peut être mobilisé qu'une fois ;

Considérant que les taxes sur les carburants sont un impôt injuste, qui ne viennent pénaliser que certains habitants, sans discernement dans le montant des taxes, qu'ils s'agissent d'usagers dépendants ou bénéficiant d'alternatives à l'usage du véhicule à moteur

Considérant la dépendance à l'usage de véhicules personnels et la contrainte pour les habitants d'utiliser leur véhicule dans le cadre de leurs activités professionnelles mais aussi des activités des enfants et de l'éloignement des services publics, cette augmentation de plus de 45% vient directement amputer le pouvoir d'achat des ruraux et fragilise des habitants au revenu médian bien inférieur à celui des pôles urbains ;

Considérant à titre d'exemple, pour un couple consommant 45 litres de gasoil par semaine, le surcoût annuel s'élève à : 45 litres * 0,45 € (augmentation) * 52 semaines soit 1053 €, l'équivalent d'un SMIC ;

Considérant que les populations rurales, et en particulier les habitants de la commune et des communes voisines ne bénéficient pas d'infrastructures comme le métro, tramway, train régional ou lignes de bus ;

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 19/11/2018

Soucieux de préserver l'attractivité de la commune de Thuret et après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présent et représenté moins 2 abstentions :

- **DEMANDE** au gouvernement d'instaurer une baisse des taxes sur les carburants et la mise en place de dispositifs pour protéger le pouvoir d'achat des habitants de la commune et plus largement des communes rurales par un dispositif prenant en compte le degré de dépendance à l'usage du véhicule individuel;
- **S'OPPOSE** à l'instauration de nouvelles discriminations tarifaires pour les habitants de la commune comme les « péages urbains » ;
- **DEMANDE** au Conseil Départemental et au Conseil Régional de déployer des solutions de déplacement collectif ;
- **DEMANDE** à ce que soient accélérés les outils de développement de solution de télétravail et l'accessibilité pour les salariés vivant dans la commune aux dispositifs de télétravail ;
- **INTERPELLE** les principaux employeurs du territoire pour favoriser ces formes d'exercice de leur activité ;
- **S'ENGAGE** à développer les solutions pratiques au télétravail dans la commune ou les communes voisines ;
- **DEMANDE** aux parlementaires du Département de porter ces considérations et ces propositions dans le débat public et les débats parlementaires.

VI – QUESTIONS DIVERSES :

- Une future exploitante agricole, actuellement en projet de reconversion, va reprendre et développer un élevage avicole dans le courant du premier trimestre 2019 et demande à la commune de Thuret d'empierrer sur 90 mètres le chemin d'accès aux installations.
- Les tarifs de location des salles de la commune de Thuret sont à compléter pour les demandes émanant des partis politiques ou des syndicats.
- Conformément au RGPD, publier dans le bulletin municipal les naissances, mariages et décès nécessite une autorisation éclairée des intéressés. Décision à venir.
- Périgord tabac envisage la vente de l'ancienne gare de Thuret dont il est actuellement propriétaire. Une rencontre avec la direction est fixée le 7 décembre à la mairie pour discuter de ce projet et prévoir éventuellement l'achat de ce bâtiment par l'EPF-smaf pour le compte de la commune dans le cas d'un futur arrêt SNCF.